

## Dossier Documentaire :

### Chapitre 5 : Quelles la place de l'union européenne dans l'économie globale ?

DOC 1 : L'Europe une puissance économique de premier plan

Population (en millions) et PIB (en milliards de dollars PPA constants de l'année 2005) en 2010		
	Population	PIB
Chine	1 339,7	9 103,6
UE à 27	500,5	13 806,8
États-Unis	308,7	13 017
Japon	127,4	3 895,2

1. **CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données concernant l'Union à 27.

2. **CALCULER.** Calculez le PIB par habitant de chacun des pays ou groupe de pays du tableau.

3. **EXPLIQUER.** Justifiez le titre du document.

DOC 2 : la place de l'Europe dans le commerce international

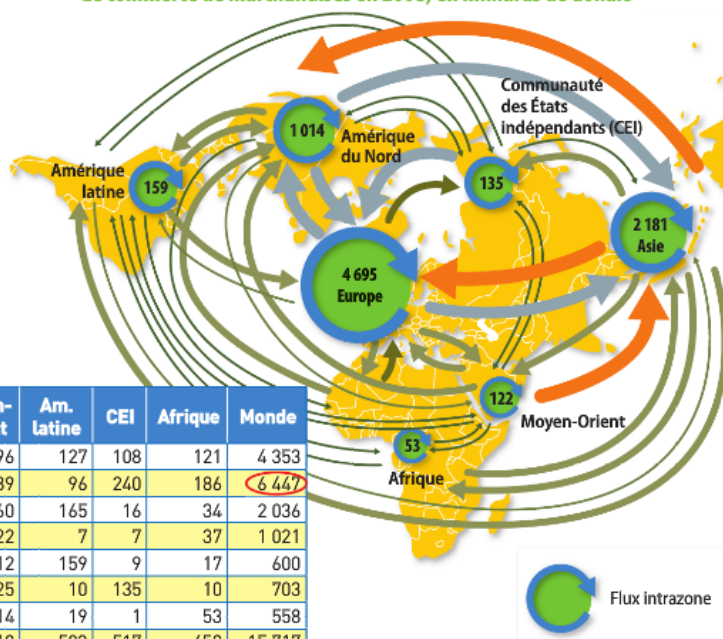
1. **CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données entourées.

2. **CALCULER.** Quelle est la part de l'Europe dans l'échange de marchandises en 2008 ? Comparez cette part à celle du reste de la Triade (c'est-à-dire Asie et Amérique du Nord).

3. **CALCULER.** Calculez la part de l'échange intrazone pour les pays de la Triade.

4. **RÉCAPITULER.** À l'aide du tableau et de la carte, qualifiez la situation de l'Europe au regard du commerce mondial de marchandises.

Le commerce de marchandises en 2008, en milliards de dollars



Origine	Asie	Europe	Am. du Nord	Moyen-Orient	Am. latine	CEI	Afrique	Monde
Asie	2 181	801	775	196	127	108	121	4 353
Europe	486	4 695	475	189	96	240	186	6 447
Am. du Nord	376	369	1 014	60	165	16	34	2 036
Moyen-Orient	569	126	116	122	7	7	37	1 021
Am. latine	101	121	169	12	159	9	17	600
CEI	77	406	36	25	10	135	10	703
Afrique	114	218	122	14	19	1	53	558
Monde	3 903	6 736	2 708	618	583	517	458	15 717

### DOC 3 : évolution des IDE entrants et sortants

En millions de dollars	Flux d'IDE sortants							Flux d'IDE entrants						
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Chine	1 805	11 306	21 200	17 000	53 500	43 900	60 100	54 937	117 200	124 100	160 100	175 100	114 200	185 000
Japon	30 963	45 831	50 243	73 545	127 981	74 698	56 276	7 818	2 778	- 6 503	22 548	24 417	11 938	- 1 670
États-Unis	316 222	36 236	244 922	414 039	329 080	303 605	351 350	145 966	112 638	243 151	221 166	310 091	158 581	236 227
Total UE à 27	379 718	604 508	686 543	1 252 600	962 403	386 789	436 725	222 661	497 651	582 109	856 592	538 747	372 736	302 022
Total OCDE	830 686	779 342	1 187 954	1 931 682	1 632 647	911 890	1 003 586	460 136	661 637	1 008 223	1 354 191	1 054 209	661 469	651 000

**1. DÉFINIR.** Rappelez ce qu'est un IDE.

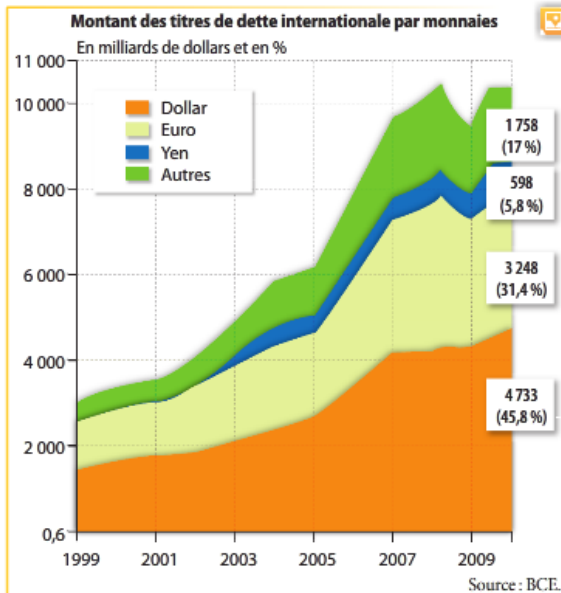
**2. CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données de 2010 pour l'UE.

**3. EXPLIQUER.** Qu'est-ce qui explique les reflux importants affectant les flux d'IDE à partir de la fin de l'année 2007 ?

**4. RÉCAPITULER.** Au regard des données, l'UE vous semble-t-elle être une zone attractive pour les IDE ?

### DOC 4: L' euro : une monnaie internationale

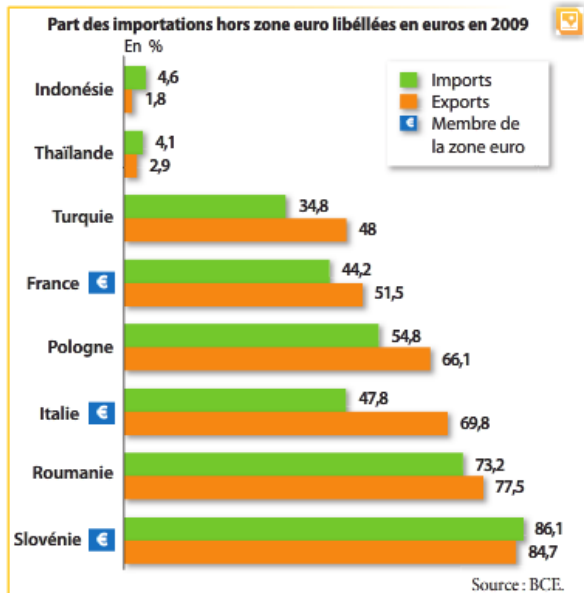
#### a. L'euro sur les marchés obligataires



**1. CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données de 2009 pour l'euro.

**2. CALCULER.** Par un calcul de votre choix, mesurez l'évolution de la dette internationale détenue en euros entre 1999 et 2009. Faites de même pour la dette détenue en dollars.

#### b. L'euro dans le commerce international



**1. CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données pour la France.

**2. RÉCAPITULER.** Ces documents permettent-ils de dire que l'euro est capable de remplacer le dollar comme monnaie de référence internationale ?

## DOC 5 : les différentes étapes d' une intégration économique

### Doc. 1 Les différentes étapes d'une intégration économique

« Selon la "Théorie de l'intégration économique" (1961) de B. Balassa (1928-1991), il existe 5 degrés d'intégration.

– La **zone de libre-échange**, qui se caractérise par une diminution ou une suppression des barrières douanières à l'intérieur de la région.

Ce type d'accord laisse libre chaque membre de sa politique commerciale envers les pays extérieurs à la zone. [...] L'ALENA, zone de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada créée en 1992 en fournit un exemple. [...]

– L'**union douanière** est une zone de libre-échange dont les membres décident d'adopter une politique commerciale unique vis-à-vis du reste du monde, en fixant des tarifs douaniers extérieurs communs. [...] Le MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) est organisé sur ce mode depuis sa création en 1991.

– Dans un **marché commun**, les pays membres ajoutent à l'union douanière la libre circulation des facteurs de production (capital, travail, brevets...). Cela suppose une harmonisation poussée des réglementations nationales. [...]

– L'**union économique** peut se définir par l'adoption d'objectifs de politique économique communs, ce qui conduit à une harmonisation progressive des politiques économiques dans la zone. Pour B. Balassa, cela inclut une politique monétaire commune. [...]

– La construction d'une véritable **fédération d'États** constitue le degré ultime d'intégration économique, ce que [l'auteur] appelle "l'intégration totale": à l'union économique et monétaire s'ajoute la constitution d'un pouvoir politique fédéral, avec l'harmonisation des politiques fiscales et sociales. »

▲ A. Beltonne et alii, *Économie*, coll. « Aide-mémoire », Sirey, 2004.

#### Questions

1. Caractériser les différentes étapes de l'intégration économique en différenciant chacune d'elles de celle qui la précède.
2. Illustrez par un exemple type les différentes étapes d'intégration économique.
3. Donnez une définition de l'intégration économique.
4. Rappelez ce qu'est la politique monétaire. L'Union européenne dispose-t-elle d'une politique monétaire ? Qui est chargé de la mettre en œuvre ?

## DOC 6: la construction européenne, un processus en cours

### 8 Carte de la construction européenne

- Pays fondateurs de l'UE
- Autres pays membres de l'UE
- Pays membres de l'UEM (ou zone euro)
- Pays candidat à l'adhésion (2013)



#### Questions

1. Retrouvez les différentes étapes de l'intégration économique telles que les a théorisées B. Balassa dans le processus de construction européenne (doc. 1). L'ordre théorique est-il toujours bien respecté ?
2. À quel degré d'intégration économique l'UE se trouve-t-elle actuellement ?
3. Quels sont les fondements de l'UEM au sein de l'UE ?
4. Connaissez-vous d'autres expériences d'intégration économique régionale aussi poussées ?

AP le marché unique européen :

<http://www.ina.fr/fresques/jalons/fiche-media/InaEdu00212?video=InaEdu00212>

<http://ses.spip.ac-rouen.fr/IMG/html/exercice.html>

testez-vous !!!

## DOC 7 : les avantages de l'euro face à la crise

L'actualité de la zone euro est tellement sinistre [...] qu'on prendrait volontiers la monnaie unique pour une malédiction. Une de ces bonnes idées qui aurait mal tourné. Rien n'est plus faux : l'euro est un atout. Il a bien servi l'union monétaire depuis sa mise en circulation en 2002. Il est l'un des éléments qui font que l'Europe a un avenir dans le monde de demain. [...]

Le montant du déficit fédéral américain ou celui de la dette publique britannique montrent que les déséquilibres budgétaires ne sont nullement l'apanage de la zone euro. [...]

Exprimé en monnaies nationales, il est à peu près certain que cet endettement aurait conduit nombre de pays aujourd'hui membres de la zone euro, notamment la France, à dévaluer plusieurs fois ces dernières années – et la perte de valeur d'une monnaie est une perte de pouvoir d'achat qui touche d'abord les plus pauvres.

C'est l'un des grands mérites de l'euro : il a été un bouclier contre les chocs financiers de l'époque. Il a permis à ceux qui l'ont adopté de maintenir l'inflation sous contrôle et de connaître des taux d'intérêt historiquement bas.

Sa relative bonne tenue face aux autres grandes devises – certains jugent même l'euro surévalué – a diminué le prix auquel les

membres de la zone achètent leurs matières premières. En supprimant le risque de change, il a présidé à un accroissement sans précédent du commerce intra-européen.

Tout cela, qui est considérable, se traduit en précieux points de croissance que nous n'aurions pas eus sans la monnaie unique. Le monde de demain sera organisé autour de trois à quatre blocs monétaires. L'Europe sera l'un d'eux avec l'euro : c'est la garantie de peser un peu dans la compétition globale. Il y a un prix : l'euro suppose une coordination des politiques budgétaires, encore balbutiante. Et qui peut heurter la sensibilité des plus attachés à la souveraineté nationale. Mais, si l'on en croit les sondages, une majorité des Européens sont disposés à aller plus avant dans l'harmonisation des politiques budgétaires. C'est du côté des politiques que le souffle manque.

« Ne l'oublions pas : l'euro est un atout »,  
éditorial du *Monde*, 14 juillet 2011.

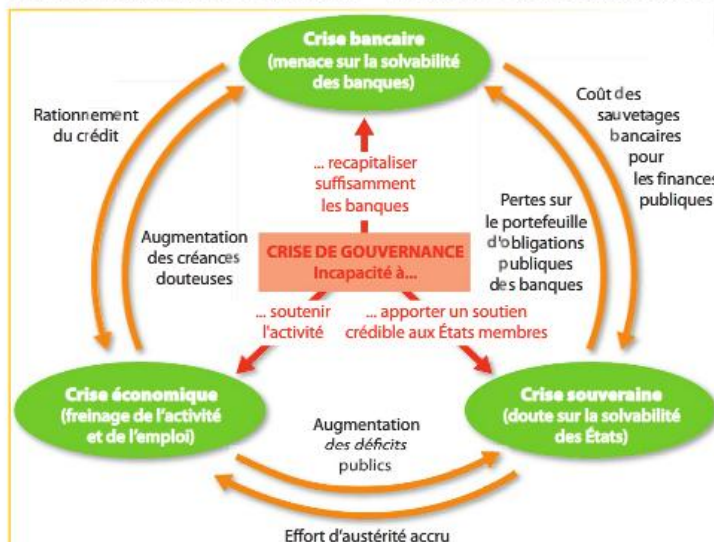
- 1. DÉFINIR.** Qu'est-ce qu'une récession ?
- 2. DÉFINIR.** Qu'est-ce qu'une dévaluation ?
- 3. EXPLIQUER.** Comment s'explique la hausse de la dette publique ?
- 4. EXPLIQUER.** En quoi peut-on dire que l'euro a été bénéfique dans la lutte contre la crise ?

## DOC 8 Le cercle vicieux de la dette

Le danger qui menace la zone euro est l'enclenchement d'un cercle vicieux où le marasme économique, les déséquilibres des comptes publics et les tensions

financières s'alimentent réciproquement. Derrière l'interconnexion de ces trois crises – économique, budgétaire et financière –, c'est la gouvernance de

la zone euro qui est en cause : les États membres doivent d'urgence dresser des pare-feu efficaces et crédibles contre la contagion.

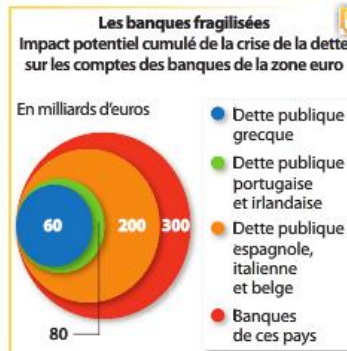


Source : « Les chiffres 2012 », *Alternatives économiques*, hors-série n° 90, octobre 2011.

**1. DÉFINIR.** Qu'est-ce que la solvabilité d'une banque ou d'un État ?

**2. EXPLIQUER.** Comment la crise économique entraîne-t-elle une crise de la dette souveraine ?

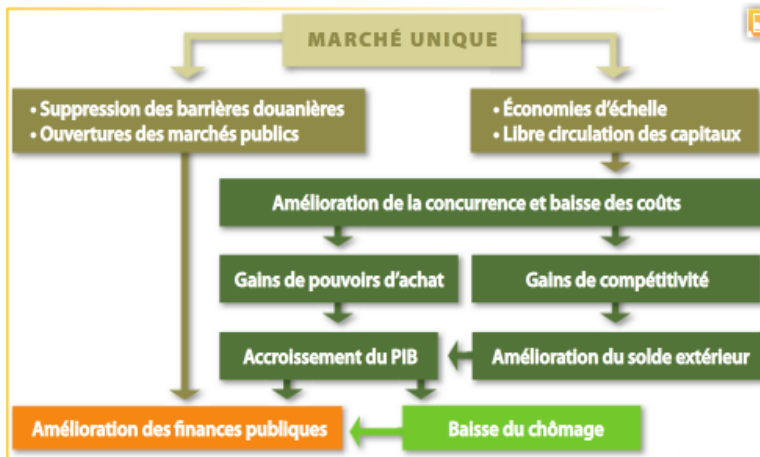
**DÉFINITION**  
**Pacte de stabilité et de croissance (PSC)**  
Cet accord entre les pays de l'UE, établi au sommet de Dublin de décembre 1996, fixe des règles limitant les déficits publics des pays ayant adopté l'euro et ceux qui veulent en faire autant.



Source : *Alternatives économiques*, op. cit. Estimations FMI.

**3. RÉCAPITULER.** Justifiez le titre du document : « Le cercle vicieux de la dette. »

## DOC 9 : les avantages du marché unique



- 1. DÉFINIR.** Qu'est-ce que la notion d'économies d'échelle ?
- 2. EXPLIQUER.** En quoi la concurrence est-elle stimulée par la création du marché unique en Europe ?
- 3. RÉCAPITULER.** Précisez, pour chaque agent économique, les gains attendus de l'intégration européenne.

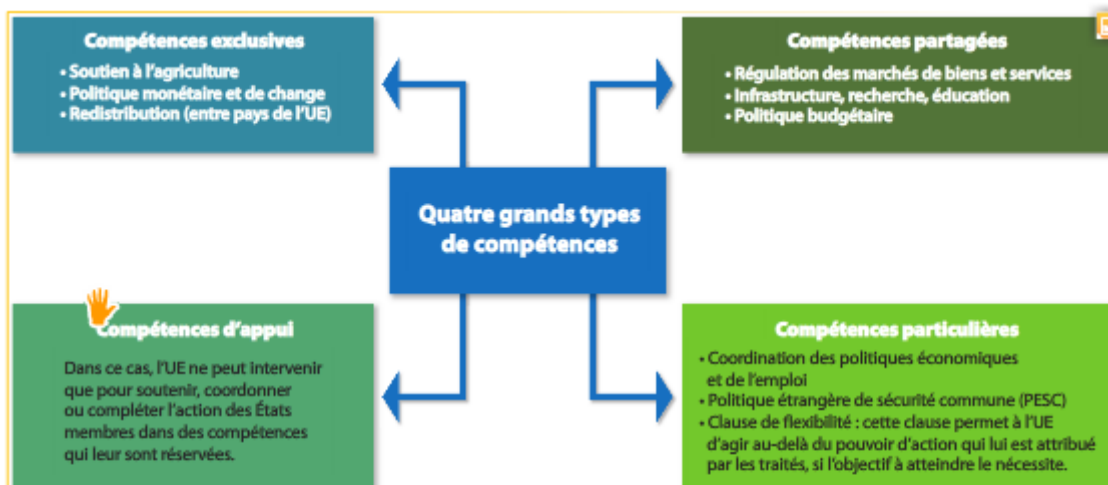
Source : d'après Arcangelo Figliuzzi, *L'économie européenne*, Bréal, 2003.

## Doc 10 : l'évolution du taux de change de l'euro



- 1. CONSTATER.** Rédigez une phrase avec la donnée 2010 pour le dollar.
- 2. CONSTATER.** Comment le taux de change de l'euro face au dollar a-t-il évolué depuis 2000 ?
- 3. EXPLIQUER.** Quelles sont les conséquences d'une appréciation et d'une dépréciation de l'euro sur le solde la balance commerciale des pays membres de la zone euro ?

## Doc 11 : les compétences selon le traité de fonctionnement de l'UE



### L'exercice des compétences

L'exercice des compétences de l'Union est soumis à trois principes fondamentaux figurant à l'article 5 du traité sur l'UE. La délimitation des compétences de l'UE facilite grandement la bonne application de ces principes :

- le principe d'attribution : l'Union ne dispose que des compétences qui lui sont attribuées par les traités ;
- le principe de proportionnalité : l'exercice des compétences de l'UE ne peut aller au-delà de ce qui est nécessaire afin de réaliser les objectifs des traités ;

- le principe de subsidiarité : pour les compétences partagées, l'UE ne peut intervenir que si elle est en mesure d'agir plus efficacement que les États membres.

D'après europa.eu, le portail de l'Union européenne.

**1. CONSTATER.** Au regard des trois autres compétences, donnez des exemples de compétences d'appui.

**2. EXPLIQUER.** Le degré d'autonomie des pays de l'UE vous semble-t-il important ?

DOC 12 :

## Doc. 1 Politique monétaire unique et divergences économiques

### A Une politique monétaire unique pro-cyclique<sup>1</sup>

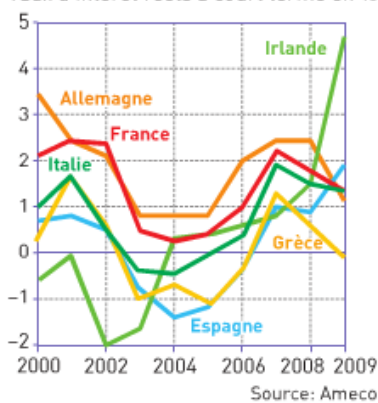
« La zone euro fournit un [autre] exemple d'impuissance de la politique monétaire à jouer pleinement son rôle stabilisateur : l'application d'une politique monétaire commune à des pays hétérogènes d'un point de vue macroéconomique fait que le taux d'intérêt réel auquel chaque pays fait face n'est pas forcément adapté à sa situation ; ainsi, de 1999 à 2007, les pays du Sud ont bénéficié de taux d'intérêt réels très faibles au regard de leur taux de croissance. »

▲ **Dominique Plihon**, « Équilibre ou guerre des monnaies », *Cahiers français* n° 357, juillet-août 2010.

1. Une politique est pro-cyclique quand elle tend à renforcer le sens du cycle conjoncturel, et contra-cyclique quand elle vise à l'inverser. Exemple : en cas de récession, une politique pro-cyclique accroît le phénomène tandis qu'une politique contra-cyclique relance l'activité économique.

### B Des situations inégales

Taux d'intérêt réels à court terme en %



▲ *Alternatives économiques*, Hors-série n° 086, oct. 2010.

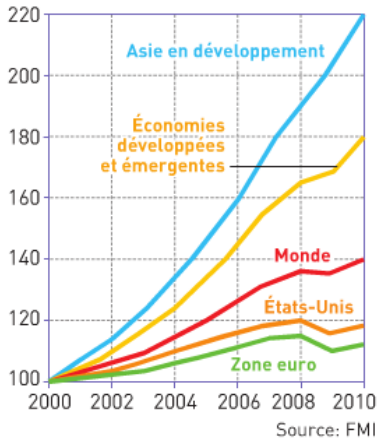
### Questions

1. Rappelez qui fixe le taux directeur dans la zone euro, et dans quel objectif.
2. À partir des documents, déduisez quels pays avaient les taux d'inflation et de croissance les plus élevés. Montrez l'impact d'un taux d'intérêt réel bas sur la croissance économique en détaillant les mécanismes à l'œuvre.
3. Pourquoi un taux d'intérêt réel bas participe-t-il à la hausse des prix et à l'accroissement des déficits publics et extérieurs ?
4. Que penser de la coordination de la politique monétaire unique au niveau européen ?

**Doc. 2 La zone euro, une zone peu dynamique**

**A Une croissance atone**

Évolution du PIB en volume, base 100 en 2000

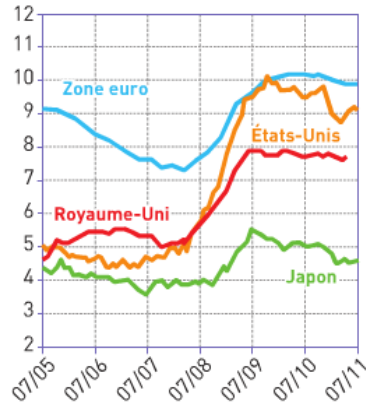


▲ Alternatives économiques, Hors-série n° 086, oct. 2010.

**B Un chômage élevé**

Taux de chômage harmonisés au sens du BIT

Données CVS, en % de la population active



▲ Perspectives pour la croissance, FMI, 2011.

**Questions**

1. Montrez que la zone euro a été une zone de faible croissance économique source de chômage pendant sa première décennie.
2. Recherchez la situation des finances publiques – solde public et endettement – pour les États-Unis, l'UE et les pays membres de la zone euro depuis la crise de 2008. Permet-elle aux politiques budgétaires nationales de favoriser la croissance économique ?
3. Que conclure quant au *policy mix* (voir encadré p. 123) mis en place dans l'UEM ?



**Doc 14 : France et Allemagne : des politiques nationales non-coopérative**

Par l'augmentation de trois points de TVA et la baisse de cotisations sociales, l'Allemagne renforcera et amplifiera en 2007 sa politique de désinflation compétitive menée depuis le début des années 2000. En augmentant l'imposition des biens importés et en améliorant la compétitivité-coût des entreprises allemandes, cette politique non coopérative s'apparente à une dévaluation réelle qui pèsera sur l'ensemble des économies européennes par deux principaux canaux. Le premier permettra à l'Allemagne de renforcer ses gains de parts de marché en 2007 au détriment des autres grands pays européens, et notamment de la France.

Cette politique allemande devrait entraîner d'ici 2007 une réduction de ses coûts de production de 1,25 % par an, alors que, dans le même temps, ils devraient augmenter de 1,5 % en France. Ce différentiel de coût dégradera la compétitivité française et expliquera intégralement la baisse des parts de marché de l'Hexagone (3 points).

Le second réside dans une dégradation du pouvoir d'achat des ménages outre-Rhin, contrepartie de l'amélioration de la compétitivité allemande. Les importations allemandes décéléreront alors avec la consommation. La France étant le principal partenaire de l'Allemagne, elle

verra alors la demande qui lui est adressée, et donc ses exportations, diminuer. Au total, cela se traduira par un ralentissement de l'activité dans l'Hexagone en début d'année 2007 et viendra amputer de 0,4 point de PIB la croissance française en 2007.

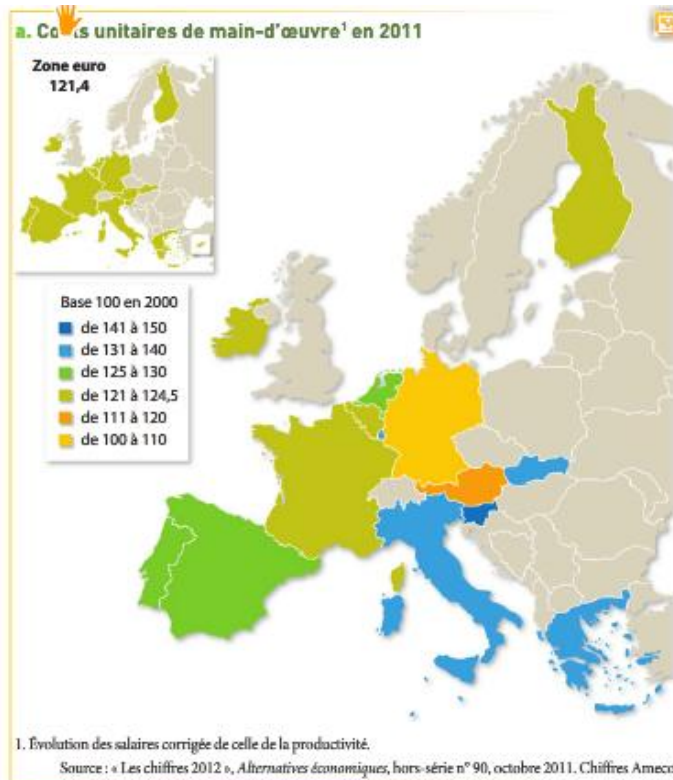
Eric Heyer, Paola Monperrus-Veroni et Xavier Timbeau, « De la "TVA sociale" à la désinflation compétitive », OFCE, *L'économie française 2007*, La Découverte, coll. « Repères », 2006.

**DÉFINITION Compétitivité**

Au sens large, la compétitivité désigne la capacité d'une entreprise ou d'une économie à résister à la concurrence.

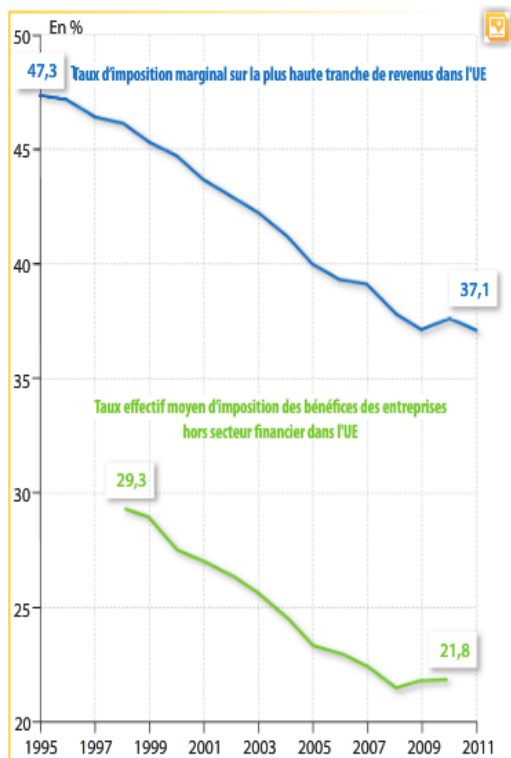


## Doc 15 : concurrence et coût du travail



- 1. CONSTATER.** Rédigez une phrase avec la donnée allemande. (Doc. a)
- 2. DÉFINIR.** À quoi le coût salariable horaire correspond-il ? (Doc. a)
- 3. CALCULER.** Par un calcul de votre choix, mesurez l'écart entre les évolutions des coûts salariaux en Allemagne et en Italie. (Doc. a)
- 4. EXPLIQUER.** À partir des données de la carte, expliquez le point de vue du chef d'entreprise de la caricature. (Doc. a et b)

## DOC 16 : l'Europe de la concurrence fiscale



1. **CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données 2010.
2. **CONSTATER.** Quelle est la tendance générale décrite par les courbes ?
3. **EXPLIQUER.** Pourquoi s'intéresser au taux d'imposition de la tranche supérieure de revenu ?
4. **RÉCAPITULER.** Comment expliquer la tendance observée ?

Note : l'impôt sur le revenu est un impôt progressif, c'est-à-dire que plus le revenu est important, plus le taux d'imposition est élevé. Par exemple en France, en 2010, pour les revenus supérieurs à 70 830 €, le taux d'imposition s'élevait à 41 % (il s'agit de la tranche supérieure de revenu).

Source : « Les chiffres 2012 », *Alternatives économiques*, hors-série n° 90, octobre 2011. Chiffres Commission européenne.